

# LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE **RAPPORT 2023**

Synthèse



“ Toute personne a droit à **la liberté de pensée, de conscience et de religion** ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. ”

*Article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.*

## Sommaire

ÉDITO .....	4
EN BREF .....	5
<b>COMMUNIQUÉ DE PRESSE</b>	
Ne fermons pas les yeux sur la liberté religieuse .....	6
Le Rapport en 10 points .....	8
La carte de la liberté religieuse .....	10
Synthèse des pays en rouge .....	12
Infographie .....	16
<b>FOCUS</b>	
Burkina Faso : Mgr Laurent Dabiré .....	18
Burkina Faso : Théâtre de la terreur djihadiste .....	20
Pakistan : Minorités persécutées .....	22
Nicaragua : La liberté religieuse en chute libre .....	24
<b>L'AED</b>	
Présentation de l'AED .....	26
Les actions de l'AED dans le monde .....	27

## Ne fermons plus les yeux, agissons !

Le constat du présent Rapport sur la liberté religieuse dans le monde, est doublement inquiétant :

- plus de la moitié de la population mondiale vit dans des pays où la liberté religieuse est violée,
- le niveau de violence et de répression à l'encontre des communautés religieuses s'est aggravé.

Entre janvier 2021 et décembre 2022, l'attention a continué d'être détournée par l'urgence sanitaire, puis par la guerre en Ukraine et ses répercussions politiques et économiques.

Le pragmatisme de la communauté internationale, détournant le regard et ne condamnant pas ces violations, parfois extrêmement fortes, a créé **une situation d'impunité inédite**.

Aujourd'hui, forts des constatations de notre Rapport 2023 sur la liberté religieuse dans le monde, **nous ne pouvons plus fermer les yeux !**

La liberté religieuse telle qu'exprimée dans l'article 18 de la Déclaration des droits de l'homme est un droit indispensable pour la paix dans le monde.

## “ Il n’y a pas de paix sans liberté religieuse ”.

Pape François, 9 janvier 2023.

Les gouvernements doivent être amenés à **respecter les minorités religieuses** et, de manière générale, à **laisser une place au religieux dans la sphère sociale**. Des normes en matière de droits de l'homme, y compris la liberté religieuse, existent et doivent être défendues par la communauté internationale.

Pour sa part, l'AED continuera **inlassablement d'informer et d'agir auprès des populations subissant des persécutions et des discriminations à cause de leur foi**, comme elle le fait depuis 1947, en les soutenant concrètement dans 128 pays aujourd'hui.

Benoît de Blanpré,  
Directeur de l'AED en France.

- **Sujet** : le respect de la liberté religieuse dans le monde, toutes confessions confondues, dans 196 pays.
- **Période étudiée** : Janvier 2021 à décembre 2022.
- **Parution** : tous les deux ans sur le site de l'AED [www.aed-france.org](http://www.aed-france.org) et dans les différentes langues sur <https://acninternational.org/religiousfreedomreport/> (anglais, français, allemand, italien, portugais, espagnol).

Il s'agit de la 16<sup>ème</sup> édition depuis la première parution en 1999.

### → Méthodologie et contenu :

Le rapport comprend :

- une **carte** classant les pays selon leur niveau de persécution ou de discrimination.

L'AED reconnaît que la classification implique nécessairement un élément subjectif dans une telle analyse.

Les membres du Comité de rédaction se basent sur une **grille actualisée** à chaque édition comprenant une **trentaine de critères distincts en fonction de la catégorie** : l'existence ou non d'une religion officielle imposée, l'interdiction de médias ou d'organismes caritatifs confessionnels, l'esclavagisme et la torture pour raisons religieuses, etc.

- 196 fiches pays articulées autour de quatre parties :
  - statistiques

- situation juridique et application effective de la liberté religieuse
- description des persécutions ou discriminations religieuses sur la période du Rapport
- perspectives pour la liberté religieuse.

- un document de synthèse et d'analyse

### → Sources :

Sauf indication contraire, toutes les données sur les pays, la démographie religieuse et le PIB par habitant (ajusté à la parité de pouvoir d'achat-PPA, pour permettre la comparaison entre les pays) proviennent des dernières informations disponibles de : Todd M. Johnson and Brian J. Grim, eds. World Religion Database (Leiden/Boston: Brill, 2020). Les chiffres de l'indice Gini sont les derniers disponibles sur le site [www.databank.worldbank.org](http://www.databank.worldbank.org).

Les autres sources sont indiquées sous forme de notes de bas de page, elles proviennent directement de l'AED ou d'un large éventail de publications reconnues.

### → Contributeurs :

Plus de 30 experts indépendants, universitaires, missionnaires, militants des droits de l'homme et journalistes.

Retrouvez le Rapport dans son intégralité ici





## Ne fermons pas les yeux sur la persécution religieuse

Le 22 juin 2023, l'AED publie la 16<sup>ème</sup> édition de son Rapport sur la liberté religieuse dans le monde. Les conclusions sont sans appel :

- 62,5 % de la population mondiale vit dans des pays où la liberté religieuse est gravement violée, ce qui représente 62 pays sur les 196 étudiés.
- 28 pays sont classés dans la catégorie rouge rassemblant les persécutions les plus fortes, dont le Nicaragua.
- La liberté religieuse s'est fortement dégradée depuis le précédent rapport de 2021 (dégradation dans 47 pays et amélioration dans 9 pays).

### Afrique : Liberté religieuse en berne

L'Afrique est le continent le plus concerné par les violations de la liberté religieuse, puisque 21 pays sur les 54 connaissent des niveaux dangereux de persécution et 12 autres de graves menaces de contagion à leurs frontières. La cause principale, outre la pauvreté et les guerres civiles, est l'expansion des groupes terroristes islamistes.

En Asie, les pouvoirs nationalistes ethno-religieux instrumentalisent la religion à des fins politiques par le biais de lois anti-conversion et anti-blasphème opprimant les minorités religieuses.

De manière générale, le contexte de la pandémie du Covid et de la guerre en Ukraine a détourné les yeux de la communauté internationale sur ces

violations majeures créant un **climat d'impunité mondiale inédit**.

### Agissons !

Face à ces constats, l'AED :

- Rappelle **l'importance capitale de maintenir le droit à la liberté religieuse**, tel que précisé dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, **comme condition essentielle à la paix dans le monde**.
- **Exhorte les pouvoirs publics, ainsi que les citoyens, à « ne pas fermer les yeux »** ni même à détourner le regard à cause de considérations économiques ou politiques, sur la persécution religieuse. À cette fin, elle présentera son Rapport, publié en 6 langues, au Parlement européen, et en France, au Sénat et à l'Assemblée nationale.
- **Continuera d'informer et d'aider concrètement** les victimes des persécutions religieuses par son action dans 128 pays.

« Nous ne pouvons pas rester sans agir devant tant de cas de violations de la liberté religieuse, prévient Benoît de Blanpré, directeur de l'AED en France. Les gouvernements doivent être amenés à **respecter les minorités religieuses** et, de manière générale, **laisser une place au religieux dans la sphère sociale**.

Des normes en matière de droits de l'homme, dont la liberté religieuse, existent et doivent être défendues par la communauté internationale ».



La sculpture "Liberté de la religion" représente un homme tenant une sphère gravée avec les symboles des principales religions du monde, portant le caractère sacré de nos croyances - comme l'interprète son autrice, Marlene Hilton Moore.

Œuvre de 2012, exposée dans les Jardins de la justice Mc Murtry à Toronto, Canada.

©Athens-Flickr/AED

# L'essentiel du rapport sur la liberté religieuse 2023 en 10 points

Dans le contexte mondial affecté par les conséquences de la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine, les tensions internationales et l'augmentation rapide du coût de la vie dans le monde entier, **la liberté religieuse a été violée dans 61 pays** sur les 196 étudiés, rassemblant plus de 4,9 milliards de personnes (soit **62,5 % de la population**). Les persécutions se sont intensifiées et l'impunité s'est accrue pendant la période du rapport (mai 2021 à décembre 2022).

1. Parmi les 61 pays dans lesquels les citoyens ont été confrontés à de graves violations de la liberté religieuse, **28 pays** (abritant 51,6 % de la population mondiale) **ont subi des persécutions** (catégorie rouge sur la carte) et **33 pays des discriminations** (catégorie orange sur la carte). Par ailleurs, 22 pays ont été classés « **en observation** » (symbolisé par une loupe sur la carte), pour lesquels de nouveaux facteurs de préoccupation sont susceptibles de provoquer une rupture fondamentale de la liberté de religion.
2. **La situation de la liberté religieuse s'est détériorée dans 47 pays** durant la période du rapport, tandis qu'**elle ne s'est améliorée que dans 9 pays**.
3. **L'Afrique est le continent le plus touché** par ces violations de liberté religieuse (parmi les 28 pays subissant des persécutions, 13 se trouvent en Afrique). En cause, **la contagion des groupes djihadistes** et l'expansion de « **califats opportunistes** » (RDC, Mozambique). Les groupes armés -islamistes, militaires, paramilitaires ou criminels- perpétuent massacres, pillages et enlèvements (Nigeria, Burkina Faso, Mali, Tchad, Niger) tout en imposant des taxes et des échanges commerciaux illégaux. Profitant de la défaillance des États, ils agissent dans des pays parfois en situation de guerre civile sur tout ou partie de leur territoire (Somalie, Libye, Yémen, Cameroun, Soudan). Si toute la population civile subit une insécurité extrême, les chrétiens sont particulièrement visés par les attaques.
4. **Des régimes totalitaires**, où la liberté de religion est inexistante ou largement bafouée, sont restés en place (Corée du Nord, Chine, Vietnam, Cuba, Iran). **Des régimes autoritaires** ont renforcé leur pouvoir politique autour **d'un nationalisme ethno-religieux** en **instrumentalisant** une mouvance religieuse unique et en stigmatisant les minorités religieuses (Pakistan, Turquie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Inde, Birmanie, Népal, Thaïlande, Sri Lanka).
5. **Des régimes autocratiques s'en sont pris à la société civile et aux représentants de la religion majoritaire** (évêques, prêtres...) les considérant comme un centre de pouvoir concurrent par leurs actions caritatives au service de la population (Nicaragua, Venezuela).
6. **Les enlèvements, les violences sexuelles et les conversions religieuses forcées** se sont poursuivis sans relâche dans des dizaines de pays, alimentés par l'aggravation de la pauvreté et l'intensification des conflits armés. Ils sont restés largement impunis (Nigeria, Pakistan, Bangladesh).

7. **Les lois anti-conversion se sont multipliées**, ainsi que des initiatives de reconversion offrant des avantages économiques à ceux qui rejoignent la religion majoritaire ou y retournent (Asie, Afrique du Nord). **Les nombreux pays appliquant la charia rendent la conversion impossible** (crime d'apostasie, lois anti-blaspème, interdiction du prosélytisme, des lieux de culte et de l'importation de littérature religieuse...), en contradiction avec l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Afghanistan, Comores, Maldives, Arabie saoudite, Somalie, Iran).
8. **Les technologies numériques constituent un outil de surveillance accrue** utilisé par des États au détriment de la liberté religieuse (Chine, Ouzbékistan, Bangladesh). **Les discours de haine anti-religieuse ont augmenté sur Internet** - antisémite, antimusulmane et antichrétienne (OSCE).
9. **Des positions idéologiques** sont avancées comme point de référence morale de la société occidentale, marginalisant et discréditant les positions devenues dissidentes apportées par les communautés religieuses. Cette limitation de la capacité à manifester publiquement un avis ou à prendre position crée un « **discours contraint** » réduisant la place du religieux dans la sphère de la vie sociale.
10. **Le dialogue interreligieux a connu de nombreuses initiatives**, notamment du Pape François, avec un impact positif sur la liberté religieuse (Irak, Golfe persique). Parmi elles, la mise en place par des responsables religieux indonésiens en marge du G20 d'un groupe permanent sur la religion impliquant les grandes communautés confessionnelles.

## CONCLUSION

De manière générale, le Rapport démontre **un inquiétant sentiment d'impunité** face aux violations de la liberté religieuse dans le monde. Sur **le plan national**, de nombreux religieux et fidèles ont été attaqués à cause de leur foi sans que les États interviennent efficacement. La **communauté internationale**, quant à elle, est restée très discrète sur les violations commises par des régimes autocratiques « **stratégiquement importants** » (Chine, Inde). Des pays majeurs (Nigeria, Pakistan) ont échappé aux sanctions internationales malgré les révélations de violations de la liberté religieuse contre leurs propres citoyens.

Face à ces constatations, l'AED :

- **Rappelle l'importance capitale de maintenir le droit à la liberté religieuse**, tel que précisé dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme condition essentielle à la paix dans le monde.
- **Exhorte les pouvoirs publics, ainsi que les citoyens, à « ne pas fermer les yeux »** ni même à détourner le regard à cause de considérations économiques ou politiques, sur la persécution religieuse.
- **Continuera d'informer et d'aider concrètement** les victimes des persécutions religieuses par son action dans 128 pays.







## Synthèse des pays en rouge

Nom du pays	Tendance / Causes principales	Indicateurs clefs
Afghanistan	↓ Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	Depuis la prise du pouvoir par les talibans en août 2021, la liberté religieuse est réduite à néant. Une interprétation encore plus stricte de la charia est imposée à la société. Officiellement, il n'y a plus de chrétiens dans le pays, mais certains vivent dans la clandestinité. La persécution des chiïtes hazaras s'est intensifiée.
Arabie Saoudite	↓ Gouvernement autoritaire	Les citoyens saoudiens doivent être musulmans. La liberté religieuse n'est ni reconnue ni appliquée. La conversion de l'islam à une autre religion est considérée comme de l'apostasie, un crime légalement passible de la peine de mort, tout comme le blasphème contre l'islam. La charia s'applique à tous.
Bangladesh	↓ Gouvernement autoritaire	La liberté d'expression religieuse est limitée, en particulier sur Internet. Il existe une persécution sociale (attaques, discriminations, expulsions et destructions de lieux de culte) des minorités hindoue, bouddhiste, ahmadie et chrétienne.
Burkina Faso	↓ Terrorisme islamiste	Ce pays est l'un des principaux théâtres d'opérations djihadistes, avec une augmentation de 69% des décès liés aux milices islamistes, totalisant 3 600 morts et 1,9 million de personnes déplacées en 2022. Entre 40 et 50 % du territoire sont sous contrôle des groupes armés.
Cameroun	↓ Terrorisme islamiste	Le pays est déstabilisé par des groupes islamistes violents du Nigeria et du Tchad, et par les conflits internes. L'insécurité est totale dans la région de l'extrême-nord.
Chine	↓ Gouvernement autoritaire	La sinisation forcée et le contrôle omniprésent de l'État s'appliquent à tous les cultes religieux et sur tout le territoire, y compris Hong Kong (Cf. arrestation du Cardinal Zen). Les communautés musulmanes du Xinjiang (ouïghours) et de l'ethnie hui sont persécutées ainsi que des bouddhistes, taoïstes, des adeptes du Falun Gong et des chrétiens.
Comores	— Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	L'islam sunnite est défini comme base nationale de la société depuis la réforme de 2018, au détriment des musulmans chiïtes, qualifiés comme non-membres de la communauté. Les minorités religieuses, principalement les chrétiens convertis de l'islam, sont persécutées (interdiction du prosélytisme, pressions et intimidations constantes).
Corée du Nord	↓ Gouvernement autoritaire	Les croyants religieux sont automatiquement classés comme "hostiles" et "soumis à une sévère répression", i.e. une persécution extrême. Les réunions, cultes et supports religieux sont interdits sous peine d'exécution sommaire.
Érythrée	↓ Gouvernement autoritaire	La liberté religieuse est inexistante. Les institutions religieuses sont sous surveillance et contrôle étroits. Les fidèles et les clercs sont persécutés (arrestations, détentions, confiscations de biens). La violence est extrême (guerre civile).
Inde	↓ Gouvernement autoritaire et nationalisme ethno-religieux	On note une aggravation de la violence religieuse encouragée par l'impunité accordée par le gouvernement. 12 États indiens ont adopté ou envisagent d'adopter des lois anti-conversion. L'aide et l'action caritatives ont été restreintes par l'interdiction des financements étrangers des groupes religieux.
Iran	↓ Gouvernement autoritaire	Tout mouvement, dont celui de septembre 2022 (port du hijab), visant à infléchir le régime théocratique chiïte est réprimé alors que 47% de la population se déclare non religieuse. Le cadre des lois sur le blasphème a été élargi à l'« insulte à l'islam ». Les chrétiens convertis et les bahaïs sont persécutés (surveillance, arrestations, détentions) ainsi que les sunnites considérés comme des « ennemis ».
Libye	↓ Terrorisme islamiste	La violence est extrême de la part de groupes extrémistes islamistes à l'encontre de la minorité chrétienne. L'application radicale de la charia est en vigueur (peine de mort pour apostasie).
Malaisie	— Gouvernement autoritaire	La charia est appliquée. Les conversions des musulmans sont interdites. Des privilèges constitutionnels et juridiques sont accordés à l'islam sunnite. La persécution des chrétiens a été ravivée par la sortie d'un livre de propagande anti-chrétienne.
Maldives	↓ Gouvernement autoritaire	La citoyenneté est réservée aux seuls musulmans, excluant un quart de la population d'origine étrangère. Il est interdit de se convertir à une autre religion que l'islam. Aucune liberté d'expression religieuse n'est accordée (absence de lieu de culte non musulman, interdiction de littérature religieuse...).

Mali	↓	Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	Les régions du nord et du centre du Mali ont subi une série d'attaques terroristes violentes, accentuée par la défaillance gouvernementale pour combattre les groupes terroristes. Les communautés chrétiennes, victimes de harcèlement, menaces et violence, vivent dans la terreur.
Mozambique	↓	Terrorisme islamiste	Les attaques insurrectionnelles djihadistes dirigées contre des civils chrétiens, mais aussi musulmans, ont augmenté.
Myanmar (Birmanie)	↓	Gouvernement autoritaire et nationalisme ethnoreligieux	Le régime militaire s'est imposé depuis le coup d'Etat de février 2021, instaurant une répression intense des droits de l'homme, dont la liberté religieuse. Des attaques ciblées de communautés chrétiennes (Cf. massacre de Noël 2021) se sont succédé et des centaines de lieux de culte ont été détruits. Les opposants bouddhistes sont également victimes de répression.
Nicaragua	↓	Gouvernement autoritaire	Toute critique de la gestion de la crise sociale par le gouvernement est réprimée. L'Église catholique est particulièrement visée. Des représentants religieux ont été arrêtés (Cf. Mgr Alvarez condamné à 26 ans de prison), le nonce apostolique et des congrégations ont été expulsés, des biens religieux et caritatifs ont été confisqués.
Niger	↓	Terrorisme islamiste	Divers groupes fondamentalistes islamistes et groupes criminels armés ont attaqué la population, engendrant violence extrême et déplacements de population.
Nigeria	↓	Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	L'insécurité est extrême face aux groupes armés et à la défaillance de l'État. La charia est appliquée dans certains États du Nord. Les chrétiens sont particulièrement ciblés par les violences (meurtres, enlèvements de jeunes filles, pillages).
Pakistan	↓	Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	La liberté religieuse est appliquée uniquement en faveur de l'islam (loi sur le blasphème, discrimination entre musulmans et non-musulmans, « Programme national unique » d'enseignement religieux islamique...). La persécution sociétale des minorités religieuses reste dans l'impunité : meurtres, enlèvements, mariages forcés, détentions et jugements arbitraires. On note une contagion des violences terroristes islamistes anti-chiites en provenance de l'Afghanistan.
République démocratique du Congo	↓	Terrorisme islamiste	La violence de groupes djihadistes transnationaux, de groupes armés et milices rebelles à l'encontre des populations civiles à l'est du pays est extrême (massacres, attaques de villages, déplacement massif de population).
Somalie	–	Terrorisme islamiste	La charia, interprétée comme interdisant toute conversion de l'islam, est appliquée et aboutit à une persécution extrême des chrétiens. La population subit les attaques terroristes meurtrières d'Al-Shabaab qui contrôle une partie du territoire face à un État défaillant.
Sri Lanka	↓	Gouvernement autoritaire et nationalisme ethnoreligieux	Les communautés religieuses minoritaires sont sous pression et subissent des attaques violentes de groupes extrémistes nationalistes bouddhistes. Elles ont souffert de l'absence de soutien et de la défaillance judiciaire de l'État par rapport aux victimes des attentats islamistes contre des églises chrétiennes à Pâques 2019.
Soudan	↓	Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	Le début du processus de libéralisation (mise en place juridique d'un État laïc, suppression de la peine de mort pour apostasie...) a été stoppé lors du coup d'État militaire d'octobre 2021. S'en suit une période d'instabilité politique et sécuritaire extrême. La minorité chrétienne n'est pas protégée dans cet État défaillant. NDLR : Les affrontements de 2023 entre factions militaires pour la prise du pouvoir ont encore aggravé cette situation : Population civile exsangue, ciblage et attaques de lieux de culte, début d'exode de la population chrétienne vers le Soudan du Sud.
Tchad	↓	Terrorisme islamiste	Le pays est en proie à la violence extrême de groupes armés djihadistes et de groupes criminels (attentats, meurtres, enlèvements...). On note une répression de la population civile par la junte militaire. L'exploitation politique de la répartition générale de la population au nord (éleveurs musulmans) par rapport au sud (cultivateurs chrétiens) alimente les conflits dans un contexte de grande pauvreté aggravée par le contexte climatique.
Turkménistan	–	Gouvernement autoritaire	Les groupes religieux et les fidèles subissent une censure et une surveillance rapprochée de l'État (contrôle de l'instruction, du contenu du culte et de la littérature religieuse, difficultés administratives de l'enregistrement des groupes religieux). L'amélioration relative de la situation pour les musulmans depuis l'élection de Serdar Berdimuhamedov en mars 2022 se fait au détriment des minorités religieuses, ostracisées.
Yémen	–	Gouvernement autoritaire et terrorisme islamiste	L'insurrection houthie, la guerre civile et la défaillance de l'État profitent aux organisations islamistes militantes et aux milices. La charia est appliquée, le prosélytisme et l'apostasie de l'islam sont interdits, l'instruction religieuse islamiste est obligatoire. En découle une persécution extrême des minorités religieuses (bahaïs, juifs et chrétiens) qui vivent en clandestinité totale ou ont dû quitter le pays.



**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

**RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023**

PENTECOSTAL FOUNDATION

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

**LA LIBERTÉ RELIGIEUSE EST VIOLÉE**

DANS PRÈS **D'UN TIERS** DES PAYS DANS LE MONDE **31 %**

**61 pays sur 196**

Dans le monde, **14%** des pays connaissent des persécutions religieuses et **17%** des discriminations religieuses.

presque **4,9 milliards de personnes**

**62,5%** de la population mondiale vit dans des pays avec de "sérieuses" ou "très sérieuses" violations de la liberté religieuse.

\* Cela ne signifie pas qu'il y ait des persécutions. Dans le rapport d'état sur les religions sont les plus privilégiés.

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

**Les minorités religieuses sont de plus en plus opprimées par :**

- Attaques terroristes
- Restrictions financières
- Destruction de leur patrimoine culturel
- Surveillance de masse
- Manipulation électorale pour réduire la représentation des minorités
- Manipulation des registres de la population
- Lois anti-conversion

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

**AFRIQUE**

Le continent le **plus violent**, en raison des attaques djihadistes

Dans **21 pays sur 54 (39 %)** la liberté religieuse est bafouée

**13 pays (24 %)** souffrent de formes extrêmes de persécution

**8 pays (15 %)** souffrent de discrimination

**12 pays (22 %)** placés sous observation, dont 9 souffrent d'extrémisme islamiste à leur frontière

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

depuis 2021, dans **40 PAYS** des personnes ont été **tuées ou enlevées** en raison de leur foi.

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

dans **36 pays (18%)** les coupables sont **rarement ou même jamais** poursuivis par la justice.

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

depuis 2021, dans **34 PAYS** des lieux de culte ont été **attaqués ou endommagés.**

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

dans **47** des pays étudiés, la situation de la **PERSÉCUTION RELIGIEUSE S'EST AGGRAVÉE** pendant la période examinée

Dans seulement **9** pays, la situation s'est améliorée.

**AED**  
AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE 2023

**LES CAUSES PRINCIPALES**

- Nationalisme ethnoreligieux**  
Population : 1,5 milliard de personnes
- Extrémisme islamiste**  
Population : 1,1 milliard de personnes
- Gouvernements autoritaires**  
Population : 4,5 milliards de personnes

## FOCUS

L'AED a invité **Mgr Dabiré, président de la Conférence des Évêques du Burkina-Niger**, à témoigner de la situation dans son pays à l'occasion de la sortie du Rapport sur la liberté religieuse.

« Pays des hommes intègres » réputé pour sa coexistence interreligieuse,

le Burkina Faso, composé de musulmans, de chrétiens et d'adeptes de religions traditionnelles, est en proie à une montée exponentielle du terrorisme islamiste depuis 2015. Plus de 50 % du territoire est entre les mains des terroristes, 2 millions de personnes sont déplacées et 3 600 personnes ont été tuées en 2022.

## Burkina Faso : Mgr Laurent Dabiré



### Biographie de Mgr Laurent Dabiré

#### Président de la Conférence des Évêques du Burkina-Niger (CEBN)

- 17.09.1965 : naissance à Dissin - Diocèse de Diébougou, au Burkina Faso
- **29.12.1995 : Ordination presbytérale à Dissin**
- 1995-1998 : Professeur au Petit Séminaire Saint Tarcisius de Diébougou
- 1998-2008 : Doctorat de droit canonique et civil à l'Université Pontificale du Latran (Rome)
- 2005-2013 : Vicaire judiciaire, chancelier puis official de Tribunal interdiocésain
- 2007-2008 : Professeur missionnaire de Droit Canonique, Grand Séminaire de Ouagadougou
- 2010-2013 : Professeur missionnaire de Droit Civil, Unité Universitaire de Bamako (Mali)
- **4.05.2013 : Ordination épiscopale, nommé évêque du diocèse de Dori**
- Depuis 2013 : Répondant juridique à l'Union Fraternelle des Croyants, association interreligieuse de promotion du développement et de la paix
- 2014-2019 : Membre du Conseil permanent de la CEBN et Président de la Commission Épiscopale pour le dialogue interreligieux de la CEBN
- Depuis 2014 : Président de la Commission Épiscopale pour les Tribunaux Ecclésiastiques, les questions juridiques et la formation de la CEBN
- **Depuis juin 2019 : Président de la Conférence Épiscopale Burkina-Niger**
- Depuis mai 2021 : Membre du **Comité d'experts pour la Réconciliation nationale.**

« Les conséquences du terrorisme depuis plus de 7 ans sont terribles. Les terroristes détiennent les 2/3 du territoire du Sahel et occupent plus de 50 % de notre territoire au Burkina Faso. L'intention profonde de certains groupes est de propager l'islam partout, par tous les moyens y compris le terrorisme. Ils veulent supprimer la société actuelle, qui est une société multireligieuse et multiculturelle, de dialogue et de vivre-ensemble et éradiquer tous ceux qui ne vivent pas le même islam qu'eux. »

Mgr Dabiré.



## FOCUS

# Burkina Faso : Théâtre de la terreur djihadiste



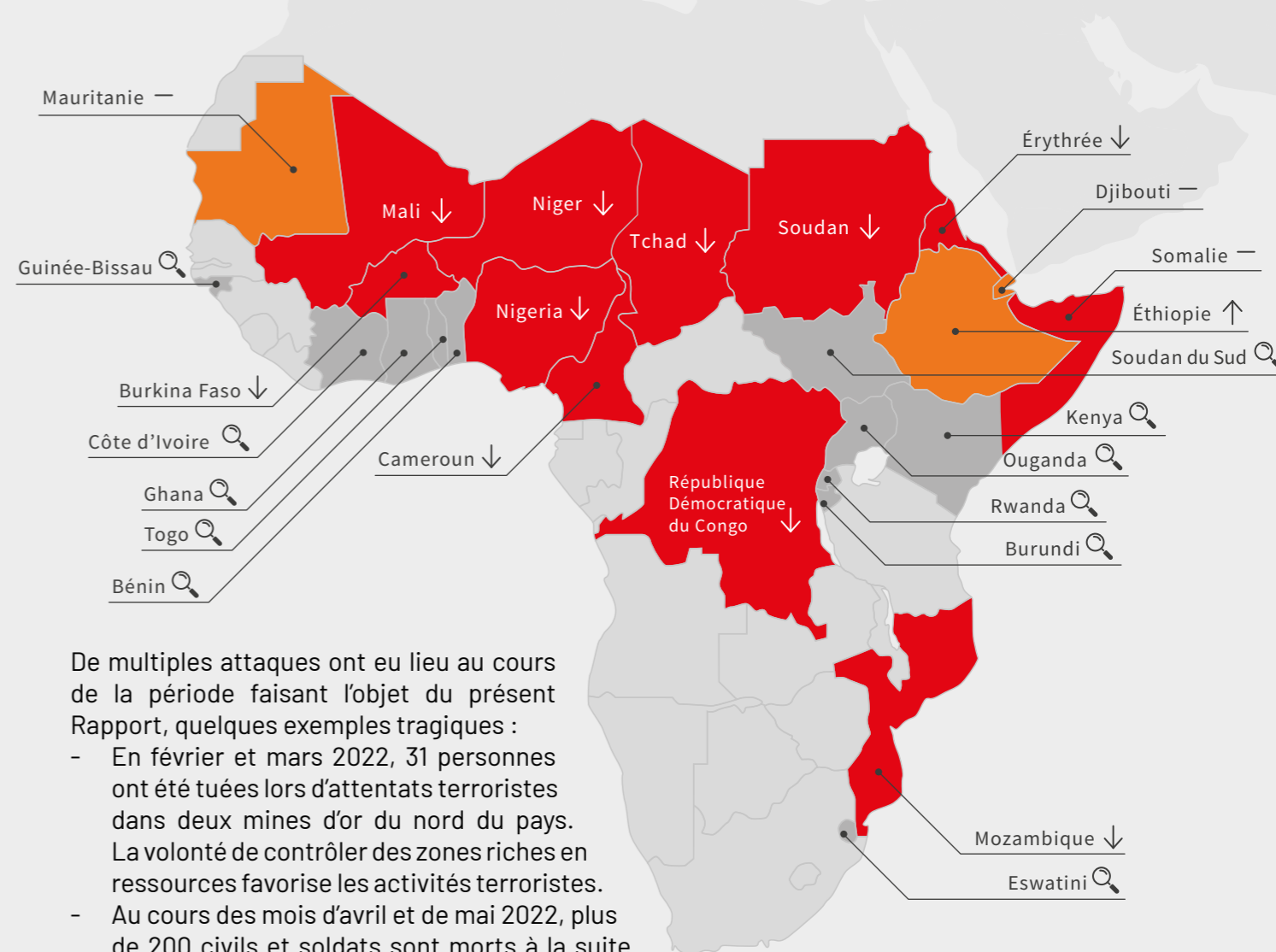
Le Burkina Faso a longtemps été considéré comme un exemple de coexistence pacifique entre les religions. Depuis 2015, cependant, le pays est devenu un point névralgique pour les extrémistes et constitue désormais un théâtre central de la terreur djihadiste au Sahel.

Les groupes armés, affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda ou à son rival l'Etat islamique au Sahel se sont étendus à travers leurs luttes de territoire dans le nord du Burkina Faso, puis dans l'ensemble du pays.

L'impact sur la population civile a été catastrophique. Les attaques ont entraîné la mort de plus de 3 600 civils et soldats en 2022<sup>1</sup>. Plus de deux millions de personnes ont été déplacées et plus de 6 000 écoles ont été fermées. De nombreux enfants sont recrutés de force comme enfants soldats. Avec la radicalisation islamiste croissante, les chrétiens sont de plus en plus une cible spécifique pour les terroristes.

<sup>1</sup> "Fatalities from Militant Islamist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent", Africa Center for Strategic Studies, 6 février 2023 ; <https://africacenter.org/spotlight/fatalities-from-militant-islamist-violence-in-africa-surge-by-nearly-50-percent/>

Femmes dans un camp de réfugiés au Burkina Faso.



De multiples attaques ont eu lieu au cours de la période faisant l'objet du présent Rapport, quelques exemples tragiques :

- En février et mars 2022, 31 personnes ont été tuées lors d'attentats terroristes dans deux mines d'or du nord du pays. La volonté de contrôler des zones riches en ressources favorise les activités terroristes.
- Au cours des mois d'avril et de mai 2022, plus de 200 civils et soldats sont morts à la suite d'attaques de groupes armés dans le nord et l'est du pays.
- Le 11 juin 2022, le massacre perpétré à Seytenga, dans l'est du pays, a fait 86 victimes, et obligé 26 000 personnes à se déplacer vers Dori.
- Le 5 juillet 2022, 22 civils, dont des enfants, ont été tués à Bourasso, dans la province de Kossi. La veille, 12 autres personnes avaient été tuées dans le nord à Namissiguima.
- Le 18 août 2022, des djihadistes ont tué près de 50 personnes, dont 30 civils, lors d'une attaque contre un convoi au nord du pays.

En octobre 2022, l'archevêque de Ouagadougou, le cardinal Philippe Ouédraogo, a précisé que « la moitié du territoire national était hors du contrôle de l'Etat ».

### Perspectives pour la liberté religieuse

Outre les attaques terroristes, les facteurs à l'origine de l'insécurité (pauvreté, corruption, faiblesse des structures de l'État, chômage des jeunes et violences intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs) demeurent ancrés.

Les autorités, affaiblies par deux coups d'État en janvier 2022 et septembre 2022, ont été lentes à réagir et restent incapables de s'attaquer aux problèmes sous-jacents qui alimentent le recrutement djihadiste. Les troupes supplétives de l'armée sont également accusées de perpétrer des violences et des exactions lors des actions de répression.

Malgré les efforts des chefs religieux pour renforcer la tolérance religieuse, les groupes djihadistes progressent et renforcent leur pouvoir.

Si rien n'est fait, le cycle de la violence, des déplacements de population et de la famine continuera, provoquant d'autres conséquences à long terme, notamment des divisions intercommunautaires plus profondes, un déclin économique, une instabilité politique et la misère de millions de personnes. Les perspectives en termes de liberté religieuse sont négatives.



## FOCUS

# Pakistan : Minorités persécutées



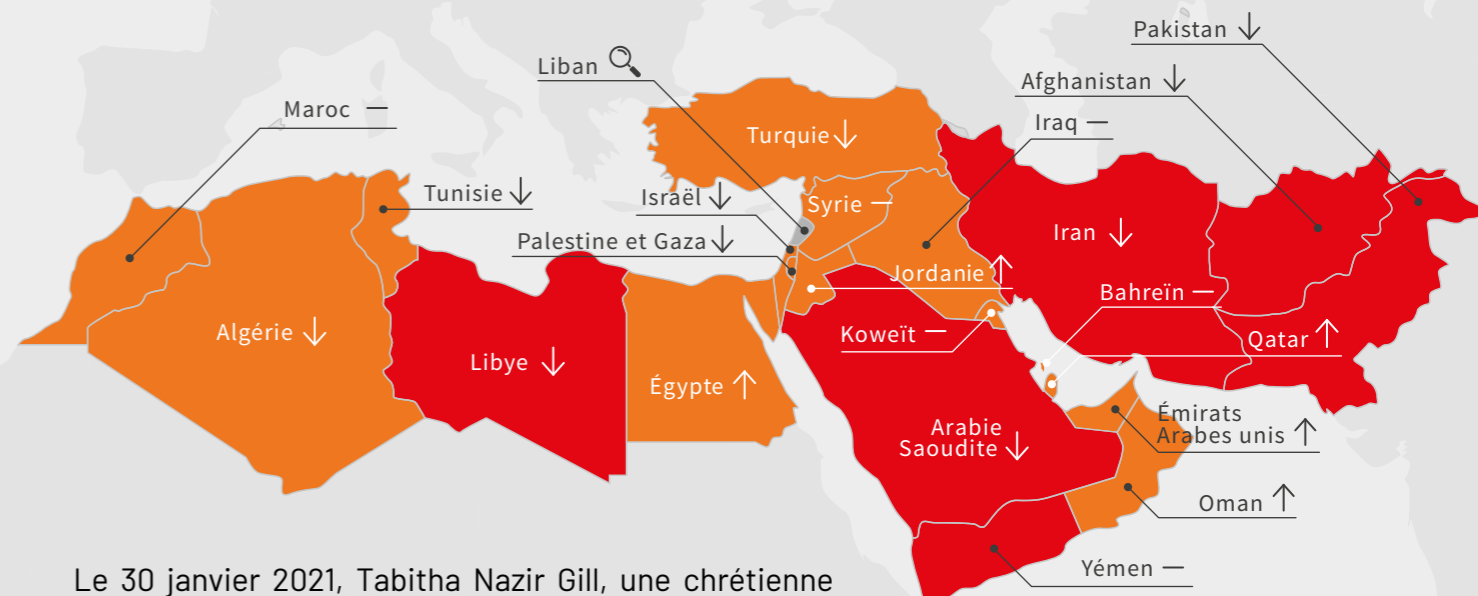
Les communautés confessionnelles ont continué d'être fortement discriminées et persécutées malgré la promesse du Premier ministre Imran Khan, en 2018, d'un nouveau Pakistan (Naya Pakistan) dans lequel les « droits civils, sociaux et religieux des minorités <sup>1</sup> » seraient garantis.

Les lois dites sur le blasphème restreignent sévèrement la liberté de religion et ne sont appliquées qu'en faveur de l'islam. La profanation du Coran et l'insulte au prophète Mahomet sont interprétées de manière extensive alors qu'elles sont déjà passibles de peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie et la mort. En janvier 2022, un tribunal pakistanais a ainsi condamné à mort une femme musulmane, Aneeqa Atteeq, pour avoir envoyé des caricatures du Prophète via WhatsApp.

En outre, près de la moitié des cas de blasphème concernent les minorités religieuses, qui ne représentent que 3,5 % de la population. L'exercice d'une autre foi que l'islam est considéré comme sacrilège et donne lieu à de nombreux actes de violence contre les fidèles et les lieux de culte - meurtres et destructions à l'encontre des communautés ahmadie, hindoue et chrétienne.

<sup>1</sup> "The road to Naya Pakistan - PTI Manifesto 2018," p. 22, Bureau du Premier ministre pakistanais, <https://pmo.gov.pk/documents/manifesto-pti.pdf>. Imran Khan a été le Premier ministre du Pakistan du 18 août 2018 au 10 avril 2022.

Le nombre de jeunes chrétiennes kidnappées et converties de force à l'islam a augmenté.



Le 30 janvier 2021, Tabitha Nazir Gill, une chrétienne évangélique infirmière à Karachi, a été accusée de blasphème par ses collègues. Elle a été frappée et torturée par le personnel et les personnes en visite.

Des exécutions extra-judiciaires à la suite d'allégations de blasphème sont perpétrées. Le 29 mars 2022, une enseignante, Safoora Bibi s'est fait trancher la gorge par deux collègues et une de leurs nièces, après que cette dernière a déclaré l'avoir vu offenser le prophète Mahomet dans un rêve.

Le Pakistan se classe au 6<sup>ème</sup> rang mondial en termes de mariage infantile (filles mariées avant l'âge de 18 ans). En raison de l'absence de législation pertinente et de la mauvaise application des lois existantes, le nombre de **jeunes femmes et filles hindoues et chrétiennes enlevées, forcées à des conversions fictives à l'islam puis mariées** à des hommes musulmans, continue d'augmenter. Le 4 janvier 2022, Mahnoor Ashraf, 14 ans, a par exemple été enlevée par Muhammad Ali Khan Ghauri, un musulman de 45 ans déjà marié et père de deux enfants.

Le gouvernement a introduit en 2021 le Programme national unique (PNU) pour les écoles primaires et les collèges, **une politique d'enseignement islamique** obligatoire appliquée au détriment des minorités religieuses.

Les **activités terroristes se sont renforcées au Pakistan**, depuis la prise du pouvoir en Afghanistan par les talibans en août 2021. Des atrocités ont été commises par l'État Islamique-province du Khorasan (EI-PK) contre des minorités, notamment l'attaque de mars 2022 contre une mosquée chiite à Peshawar, qui a coûté la vie à plus de 60 personnes.

### Perspectives pour la liberté religieuse

L'éducation de plus en plus islamo-centrique contribue à la discrimination et aux attitudes négatives à l'égard des membres des minorités religieuses dès l'enfance.

Devant l'incapacité du système juridique à les protéger, notamment des conversions forcées, certaines minorités, en particulier des chrétiens guidés par des avocats, ont mis en place des associations pour la défense de leurs droits.

Compte tenu de ces éléments, de la grave crise économique, de l'instabilité politique du pays et de l'expansion islamiste en provenance de l'Afghanistan, aucune amélioration en termes de liberté religieuse n'est attendue dans un proche avenir.



## FOCUS

# Nicaragua : La liberté religieuse en chute libre



**La détérioration des conditions de liberté religieuse a fait passer pour la première fois le Nicaragua dans la catégorie rouge des persécutions.**

L'oppression de l'Église catholique par le gouvernement Ortega est exponentielle depuis 2018, date à laquelle l'Église a dénoncé des violations des droits de l'homme et l'affaiblissement de la démocratie lors de manifestations de la société civile.

La crise du Covid avait en quelque sorte gelé la situation d'ostracisation de l'Église, ainsi qu'en 2021, en limitant de facto ses activités. En 2022, la situation sanitaire revenant à la normale, l'affrontement par le pouvoir en place a été beaucoup plus direct.

L'Assemblée nationale, contrôlée par le parti d'Ortega, a préparé un arsenal juridique visant à limiter drastiquement les libertés civiles. Elle a ainsi approuvé divers décrets visant à fermer plus de 700 organisations civiles en les privant de leur statut juridique. Elle a également publié un rapport dans lequel elle accusait des évêques et des prêtres d'être impliqués dans une tentative de coup d'État. Elle appelait à la poursuite des chefs religieux qui avaient soutenu le mouvement de protestation de 2018 et à la saisie des biens de l'Église.

Le président Ortega a, quant à lui, multiplié les déclarations agressives, allant jusqu'à qualifier l'Église catholique de « dictature parfaite » et réitérant ses accusations à l'encontre du Pape François d'utiliser les évêques du Nicaragua pour organiser un coup d'État.

L'évêque Rolando José Álvarez Lagos, du Diocèse de Matagalpa, au milieu des ruines du bâtiment de Caritas à Sebaco, a été condamné à 26 ans de prison.



Dans ce contexte hostile du pouvoir en place, considérant ouvertement l'Église catholique comme l'ennemie à réduire au silence, les discriminations et persécutions sont multiples comme l'interdiction des activités chrétiennes en dehors des églises, l'interruption des offices religieux, les attaques d'églises, la surveillance et le harcèlement de prêtres - parfois arrêtés et emprisonnés ou poussés jusqu'à l'exil -, l'expulsion de congrégations religieuses, quelques exemples :

Le 12 mars 2022, le gouvernement a expulsé le nonce apostolique Mgr Sommertag, malgré les protestations du Saint-Siège.

En mai 2022, Canal 51, la chaîne de la Conférence épiscopale catholique du Nicaragua a été suspendue, puis en juin, TV Merced, une chaîne du diocèse de Matagalpa.

En juillet 2022, les Missionnaires de la Charité de Mère Teresa de Calcutta ont été expulsées après l'annulation de la personnalité juridique de leur congrégation. Suivies par les Sœurs de la Croix du Sacré-Cœur de Jésus en septembre.

Le 19 août 2022, la police a assiégé la curie épiscopale et arrêté Mgr Álvarez, évêque de Matagalpa, ainsi que six autres religieux et un laïc, pour « activités déstabilisatrices et provocatrices ». L'évêque a été placé en résidence surveillée. Les autres détenus ont été confinés, puis emmenés à la prison d'El Chipote, connue comme ayant des conditions de détention extrêmement dures.

NDLR : Mgr Alvarez a été condamné en janvier 2023 à 26 ans de prison pour « conspiration » et « propagation de fausses nouvelles » par la justice nicaraguayenne. Il a refusé d'être expulsé aux États-Unis et purge actuellement sa peine dans la prison de Tipitapa, une prison de haute sécurité.

### Perspectives pour la liberté religieuse

La crise politique au Nicaragua s'est aggravée, entraînant la répression par le gouvernement de tout mouvement de contestation, notamment de la part de l'Église catholique.

Comme tous les autres droits fondamentaux, la liberté de religion au Nicaragua s'est fortement détériorée, comme l'ont noté de nombreux médias, ONG et personnalités nationales et internationales, notamment au niveau des Nations unies et de l'Union européenne. Les perspectives pour les droits de l'homme, dont la liberté religieuse, sont négatives.



## L'AED et son engagement pour la liberté religieuse

### L'AED en bref

L'Aide à l'Église en Détresse (AED) est une **fondation pontificale internationale** soutenant les chrétiens là où ils souffrent de discrimination, de persécution ou de difficultés matérielles. Créée en 1947, l'AED est une **organisation à but non lucratif**, qui ne vit que de dons. Elle est composée d'un siège international Aid to the Church in Need (ACN) situé en Allemagne, et d'un réseau de 23 bureaux nationaux dont la France.

**En France, l'AED est une association loi 1901**, dirigée par Benoît de Blanpré.

Les trois missions essentielles de l'AED

- **Inform**er de la situation des chrétiens et de la liberté religieuse dans le monde,
- **Prier** pour les chrétiens qui souffrent,
- **Agir** en finançant des projets au service de l'Église dans le monde.

### L'AED et son engagement pour la liberté religieuse

L'AED défend la liberté religieuse dans le monde et la promeut en tant que **droit fondamental de la personne humaine**, quelle que soit la religion concernée. Tous les deux ans, elle publie un Rapport sur la liberté religieuse.

Par son magazine d'information L'Église dans le monde, ses **conférences, événements, communiqués de presse et interventions dans les médias**, elle informe et alerte afin de **sensibiliser l'opinion publique et les décideurs** à la persécution croissante des chrétiens dans le monde, pour les **mobiliser au dialogue et à l'action**.

Parmi les événements les plus récents, fin 2022 :

Septembre 2022 : l'AED International a achevé sa **campagne d'information des députés européens sur la situation de la liberté religieuse dans le monde**, par la mobilisation de 40 d'entre eux dans une Lettre adressée à la Présidente de la Commission européenne en vue de la **nomination d'un nouvel envoyé**

**spécial de l'UE pour la liberté de religion**, dont le poste était vacant depuis un an.

Octobre 2022 : Afin d'alerter sur la **situation dramatique au Nigeria**, l'AED a agi pour **organiser la visite d'une délégation** composée de Mgr Wilfried Anagbe, évêque de Makurdi, et d'autres représentants nigériens auprès du **Parlement européen**, de la **Commission et des États membres de l'UE**.

Novembre 2022 : Le « **Mercredi en rouge** » a été organisé comme chaque année pour **alerter de manière visible sur la persécution des chrétiens dans le monde en illuminant des bâtiments en rouge** comme le Christ Rédempteur de Rio, le Colisée à Rome, l'abbaye de Westminster à Londres ou la Basilique du Sacré-Cœur à Paris.

L'AED a par ailleurs **participé**, à Bali, à la **1<sup>ère</sup> réunion interreligieuse du « Groupe d'engagement sur la religion »**, en marge du G20. Au cœur des discussions, l'AED a œuvré pour **garantir l'avenir de la liberté religieuse et le rétablissement de la paix dans le monde**.

Décembre 2022 : **L'expertise de l'AED**, en tant qu'**observateur de la liberté religieuse dans le monde**, a été mandatée lors d'une **réunion tripartite avec le Parlement européen et le Service d'Action extérieure de l'Union européenne sur la « Violation de la liberté religieuse au Pakistan »**. Les informations de l'AED ont permis d'inciter les députés européens à plaider en **faveur d'une plus grande liberté religieuse dans ce pays**.

**L'AED en chiffres pour l'année 2022, c'est :**

**146 millions d'euros de dons collectés**

**5702 projets réalisés dans 128 pays.**

## L'AED et son aide concrète sur le terrain

**Aux chrétiens persécutés et éprouvés par la violence, l'AED apporte non seulement une aide d'urgence indispensable à leur survie, mais également un accompagnement de long terme visant à faire évoluer favorablement leur situation et celle de la liberté religieuse dans leur pays.**

L'AED aide la population chrétienne déplacée du nord du **Nigeria** qui a fui les attaques de groupes terroristes islamistes, apportant une aide matérielle d'urgence aux **réfugiés** qui n'ont pu sauver que leur vie - assistance à 2 500 déplacés du camp de réfugiés de Guma, achats de couvertures et de nattes (50 000 euros).

Sur le long terme, l'AED soutient les **victimes des traumatismes** infligés lors des exactions, ceci en formant des prêtres et des religieuses - parfois eux-mêmes victimes - afin qu'ils puissent leur apporter une aide efficace, notamment la force de continuer à vivre dans ce pays divisé - aide aux religieuses pour accompagner les victimes des attaques de Fulanis dans le diocèse d'Ekwulobia (30 000 euros).

Au **Pakistan**, l'AED a déployé une **aide d'urgence** pour venir en aide aux **familles chrétiennes les plus touchées par les inondations** - 130 000 euros dans les diocèses de Karachi et Hyderabad, souvent exclues de l'aide de l'État et des ONG locales. L'AED a continué à soutenir les initiatives de la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale pakistanaise à hauteur de 43 000 euros en 2022. Le but est **d'inciter le Parlement à adopter des lois contre les enlèvements, les mariages et conversions forcés de jeunes chrétiennes et hindoues**, afin qu'elles soient davantage protégées et que ces crimes ne restent pas impunis.

Dans l'île de Mindanao aux **Philippines**, la radicalisation islamiste et la menace djihadiste sont de plus en plus inquiétantes. L'AED soutient non seulement les populations déplacées, mais également le **dialogue interreligieux** avec les musulmans « modérés » promu par le Centre Silsilah et son Collège de théologie Emmaüs - 46 800 euros de bourses. Des dirigeants catholiques s'y forment et s'engagent à maintenir le dialogue entre chrétiens et musulmans.





# Ne fermons pas les yeux sur la liberté religieuse !

Parlons-en

Retrouvez le Rapport dans son intégralité sur notre site [www.aed-france.org](http://www.aed-france.org)



« Le Rapport sur la liberté religieuse dans le monde de l'AED ne cherche qu'à rassembler des informations et à fournir des analyses sur les violations de ce droit humain fondamental dans le monde. La qualité de cet outil dépend de ceux qui y ont recours, le partagent avec d'autres et travaillent pour apporter des changements. »

*Régina Lynch, Présidente exécutive de l'AED International.*

Ils en ont parlé en 2021



AED France - 29 rue du Louvre 78750 Mareil-Marly

Tél. : +33(0)1 39 17 30 10 - [www.aed-france.org](http://www.aed-france.org)